



Conseil économique et social

Distr. générale
26 mars 2013
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Dix-neuvième session

Genève, 5-7 juin 2013

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Aperçu du Bureau de la Plénière sur les faits nouveaux

Aperçu du Bureau de la Plénière sur les faits nouveaux

Soumis pour information par le Bureau du CEFACT-ONU

Résumé

Ce document contient un aperçu des principaux faits intervenus depuis la dix-huitième session et expose divers sujets qui pourraient être abordés à la dix-neuvième session.

I. Introduction

1. Ce document contient un aperçu des principaux faits intervenus depuis la dix-huitième session. En outre, il expose divers sujets qui pourraient être abordés lors de la dix-neuvième session.
2. Les documents révisés concernant la mise en place d'une structure de gestion rationalisée relative aux projets ont été approuvés à la dix-huitième session.
3. Dans le cadre des nouvelles dispositions organisationnelles, le Bureau et le secrétariat de la CEE ont accordé la priorité à une plus grande collaboration.

II. Comité exécutif de la CEE

4. Le Bureau a donné suite aux recommandations proposées par le Comité exécutif de la Commission économique pour l'Europe, concernant les points ci-après:
 - a) Partage d'informations et communication;
 - b) Gouvernance;
 - c) Équilibre dans les activités de programmes;
 - d) Participation accrue des pays en transition;
 - e) Renforcement de capacités;
 - f) Coopération avec d'autres institutions.
5. En décembre 2012, le Bureau a présenté son rapport final et, dans son résumé, le Président du Comité exécutif a déclaré que celui-ci avait été «heureux de constater que ses recommandations avaient été mises en œuvre».
6. Lors de la session de février de cette année, dans le cadre de son examen de la réforme de la CEE, le Comité exécutif a recommandé à la Commission économique pour l'Europe de faire en sorte que ce soit à lui que le CEFACT-ONU remette ses rapports. Il a également recommandé que le personnel engagé dans des activités de renforcement des capacités soit réaffecté à d'autres secteurs de la CEE.

III. Priorités

7. La restructuration du CEFACT-ONU entreprise depuis de nombreux mois s'est déroulée dans le cadre du programme de travail 2012-2013 (ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/11) et de son additif (ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/11/Add.1), approuvés par la Plénière. Comme prévu, les priorités ont été les suivantes:
 - a) Tenue à jour des recommandations et des normes existantes, par exemple: l'EDIFACT-ONU;
 - b) Maintien, examen et exécution des projets en cours;
 - c) Examen des questions d'importance stratégique et formulation de nouveaux projets;
 - d) Communication et information.

IV. Forums du CEFACT-ONU

8. Les participants aux forums sont désignés par les chefs de leur délégation et apportent leurs compétences et leurs connaissances d'experts en leur nom propre, et non en tant que représentants de leur délégation ou de leur institution. Ils maîtrisent de nombreux domaines, dont la comptabilité et la vérification comptable, l'agriculture, les douanes, les finances et les paiements, la gouvernance, l'assurance, les procédures du commerce international, les marchés publics, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les transports et la logistique. Ces activités qui mobilisent les experts sont menées tout au long de l'année et chaque forum permet aux participants de travailler ensemble sur divers aspects des projets, notamment des projets transsectoriels, et de prendre part à des débats d'importance stratégique concernant la formulation de nouveaux projets dans le cadre des volets du Programme à élaborer du CEFACT-ONU:

- Facilitation du commerce et des transports;
- Chaîne d'approvisionnement;
- Aspects liés aux règlements;
- Aspects sectoriels;
- Méthodologie et technologie.

9. Les experts participent également aux activités d'appui au programme du Bureau, qui mobilisent un large éventail d'activités y compris la tenue à jour de la bibliothèque pour faciliter l'application des recommandations et des normes du CEFACT-ONU, concernant par exemple l'information, la liaison ou la communication.

10. Le dix-neuvième forum s'est tenu du 16 au 20 avril 2012 à Genève et a réuni plus de 90 experts commerciaux et experts techniques, venus de 31 États membres, des Nations Unies et d'autres organismes internationaux tels que l'UNSCAP, le CCI, l'ISO, l'UE et d'autres parties prenantes. Des experts de diverses régions du monde ont participé par téléconférence. Le forum a fait progresser les projets en cours et les plans de projets futurs, ainsi que la tenue à jour des recommandations et des normes existantes. Les efforts ont portés notamment sur les processus commerciaux, aussi bien pour les gouvernements que pour le secteur privé, dans le domaine du commerce électronique et de la facilitation du commerce.

a) Les volets du Programme à élaborer consacrés à la chaîne d'approvisionnement ont été axés sur un certain nombre de projets en cours, tels que le passage à la version 3.0 de la bibliothèque des éléments de base, l'extension de la facturation industrielle croisée, l'adjudication électronique, le projet de gestion de l'exécution financière des contrats et les notifications électroniques.

b) En ce qui concerne le volet «méthodologie et technologie», et les activités de l'équipe d'appui aux programmes du Bureau, il a été convenu de conserver les versions 2.01 et 3.0 de la bibliothèque des éléments de base aussi longtemps qu'elles servent de base aux demandes de modifications des normes relatives aux transactions, compte tenu des bonnes pratiques mises en place il y a quelques années pour l'EDIFACT-ONU. Ceci a permis aux parties prenantes d'utiliser la bibliothèque des éléments de base version 2.01 ou version 3.0.

c) Afin de continuer à encourager les activités transsectorielles, des réunions conjointes ont été organisées pour les volets «chaîne d'approvisionnement» et «facilitation du commerce et des transports» dans le but d'élaborer un plan stratégique pour les achats, les expéditions et les paiements, basé sur le modèle «Acheter-expédier-payer» du CEFACT-ONU. D'autres modèles de chaînes d'approvisionnement tels que le modèle

SCOR (Supply Chain Operations Reference Model) du Supply Chain Council ou la chaîne d'approvisionnement et aérospatiale de GS1 ont été examinés.

d) Des examens approfondis ont été menés pour que le cadre technologique sur lequel reposent les réalisations attendues du CEFACT-ONU soit simple, pratique, facile à utiliser et réalisable. Ils ont porté sur les bibliothèques fondamentales, la coordination avec l'ISO (et avec d'autres organismes de normalisation) en vue de fournir des méthodes et des technologies d'aide, ainsi que le renforcement de la tenue à jour pour l'EDIFACT-ONU.

e) La bibliothèque des éléments de base 12A était prête à être publiée. Le schéma XML pour la bibliothèque des éléments de base 11B a été envoyé pour validation. Des demandes de mise à jour des données pour le répertoire 12A de l'EDIFACT ont été traitées et les changements du processus de production EDIFACT ont été appliqués suite aux révisions du format de publication de l'EDIFACT-ONU (R.1023), permettant ainsi d'envoyer l'EDIFACT 11B pour validation.

f) Une séance a été organisée pour traiter de l'échange fiable de messages entre communautés. Elle a rassemblé des experts de la Fédération de Russie, de la Commission européenne, du projet Pan-European Public Procurement Online et de l'OASIS, qui ont présenté des prescriptions et des approches en matière d'échanges sécurisés de documents sur support électronique entre les communautés.

g) Dans le domaine agricole, plusieurs projets ont progressé et de nouveaux projets relatifs à l'échange de données dans l'agro-industrie ont été élaborés.

h) Un autre sujet important a été l'amélioration des communications du CEFACT-ONU. Il s'agissait, entre autres, de faciliter la circulation et l'échange d'informations au sein de la communauté du CEFACT-ONU grâce à un nouveau forum en ligne.

11. Le vingtième forum s'est tenu du 19 au 23 septembre 2012 à Vienne:

a) Parmi les participants issus du secteur public et du secteur privé, on dénombrait plus de 130 experts commerciaux et experts techniques, venus de 27 pays, des Nations Unies, de l'Union européenne et d'organismes internationaux tels que l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et la Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés (FIATA). Quelques experts ont pu participer par téléconférence;

b) Le forum a permis de faire avancer les projets en cours et de réfléchir aux développements à venir, ainsi que de tenir à jour les recommandations et les normes existantes. Plus particulièrement, dans le cadre du volet «facilitation du commerce et des transports», d'importantes activités ont été axées sur la mise à jour de la Recommandation 14 (Authentification des documents commerciaux par des moyens autres que la signature) et du projet de recommandation 36 sur l'interopérabilité du guichet unique en vue de compléter les Recommandations 33, 34 et 35 relatives au guichet unique, élaborées de 2004 à 2011, et sur le lancement d'un projet impliquant des partenariats publics et privés, et des méthodes de consultation;

c) Les débats ont également porté sur des projets concernant d'autres organismes de normalisation, dont le nouveau projet de cadre pour les échanges ouverts de données auquel participe l'ISO;

d) Des ateliers ont été organisés pour aborder des sujets essentiels comme les marchés publics en ligne, l'échange fiable de documents commerciaux et la bourse mondiale de fret en ligne;

e) Dans des contextes sectoriels bien précis, des activités importantes ont été menées, concernant notamment: les projets relatifs aux laboratoires électroniques (rapports d'observation réalisés par un laboratoire électronique) et à la traçabilité du bétail, dans le domaine agricole; les trois nouveaux projets relatifs aux éléments de base dans le secteur de l'assurance (assurance privée, traitement des réclamations de biens, remboursement des créances); le nouveau projet relatif aux renseignements sur les voyages à destination (processus DTI) dans le domaine des voyages et du tourisme.

12. Le vingt et unième forum se tiendra du 15 au 19 avril 2013, au Palais des Nations à Genève. Le Bureau rendra compte brièvement des activités du forum à la session en cours du CEFACT-ONU.

V. Information

13. Ces derniers mois, des initiatives ont eu pour but de coopérer et d'échanger des avis avec d'autres organismes de facilitation du commerce et de normalisation. Certains sujets concernaient des problèmes spécifiques et d'autres des questions stratégiques plus générales. Trois exemples notables sont mentionnés ci-dessous.

14. Une activité importante a été déployée à la suite de la Décision 12-11, adoptée à la dix-huitième session de la Plénière, afin de poursuivre les travaux sur le projet de recommandation 37: interopérabilité des documents numériques signés (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/14/Rev.1) et sur les questions relatives à la gouvernance des normes d'interopérabilité des documents numériques signés, dans le domaine du commerce international. Les résultats obtenus à ce jour sont mentionnés ci-dessous:

a) À propos des questions concernant le dispositif de gouvernance pour les normes d'interopérabilité des documents numériques signés, la Plénière a envisagé de faire appel à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), à l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et à d'autres organismes pertinents tels que l'Institut européen des normes de télécommunications (ETSI). Des discussions informelles ont été organisées avec ces organismes et les conclusions seront présentées à la Plénière, sous forme d'un projet de note visant à parvenir à un consensus;

b) L'un des résultats significatifs des discussions a été la reconnaissance de l'importance critique de la «neutralité technologique» dans les questions relatives aux recommandations et aux normes, notamment pour éviter tout obstacle technologique au commerce;

c) Dans sa version finale qui sera soumise à la Plénière pour approbation, la révision de la Recommandation n° 14 Authentification des documents commerciaux par des moyens autres que la signature comprendra une annexe avec des exemples, parmi lesquels les travaux relatifs au projet de recommandation n° 37.

15. Le CEFACT-ONU a toujours largement coopéré avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Depuis la dix-huitième session de la Plénière, un important travail d'information a été réalisé autour du lancement d'un projet visant à contribuer au Rapport technique de l'ISO/TC 154, connu sous le nom de ISO DTR 18262 (Cadre pour les échanges ouverts de données). Ce rapport doit définir un moyen cohérent et rapide de traiter et de résoudre les problèmes concernant les lacunes, les chevauchements et les efforts de normalisation contre-productifs, et décrit:

a) Un cadre coordonné pour les échanges ouverts de données, encourageant un programme de travail intégré, en vue de répondre aux besoins des parties prenantes en matière d'administration, de commerce et d'échanges;

b) Une collaboration comportant des processus commerciaux et des données connexes, qui faciliterait les échanges électroniques ouverts de données structurées.

16. À ce jour, l'ISO/TC 154 a élaboré le projet ISO/PDTR 18689, Échanges électroniques ouverts de données structurées, pour appuyer l'administration, le commerce et les échanges: élément introductif – Cadre pour les échanges ouverts de données (ODIF). Ce document a été approuvé par l'ISO. Les remarques du CEFACT-ONU ont été transmises avec la demande de poursuivre les travaux avant de publier le document. Cet effort supplémentaire devrait aboutir à la description d'un cadre technique commun qui mobiliserait d'autres acteurs clefs participant à l'élaboration des normes, et qui permettrait d'améliorer la cohérence et l'efficacité des spécifications et des normes techniques.

17. Un certain nombre d'experts des secteurs public et privé participant au CEFACT-ONU mènent d'autres activités de normalisation, ce qui favorise les modalités de diffusion informelles et a souvent facilité les discussions sur des thèmes communs dans les divers organismes tout en faisant apparaître les différences entre leurs processus et leurs objectifs. En ce qui concerne les ateliers du Comité européen de normalisation (CEN), ils ont permis d'acquérir une expérience constructive dans plusieurs domaines. Plus récemment, les progrès réalisés en matière de facturation électronique et de marchés publics en ligne ont été particulièrement remarquables, notamment en mettant l'accent sur les principaux facteurs de l'interopérabilité que sont les modèles de sémantique et de données de base, les articulations syntaxiques permettant de répondre à des besoins spécifiques au cours de l'application.

VI. Communication

18. La stratégie de communication du Bureau porte sur le domaine vaste et important que représentent les flux d'information transparents et vise à promouvoir la contribution du CEFACT-ONU à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques. De nombreux publics doivent être pris en considération dans le cadre d'une approche efficace et dynamique, équilibrant les techniques directes et indirectes de communication en interne ou avec l'extérieur.

19. Le site Web amélioré du CEFACT-ONU constitue pour le public une source d'information très utile sur l'actualité dans de nombreux domaines, notamment grâce à la rubrique «News».

20. Des infrastructures de communication interne dont un forum en ligne ont été mises à disposition des personnes participant aux activités du CEFACT-ONU. Une liste d'experts permet d'identifier ceux dont les compétences et les intérêts correspondent à des activités éventuelles.

21. Parmi les activités menées dans le domaine de la communication depuis la dix-huitième session de la Plénière, on peut mentionner: 25 communications destinées aux chefs de délégation, 7 communications destinées aux experts du CEFACT-ONU, 4 vidéos décrivant des réussites exemplaires du CEFACT-ONU, 1 «avis d'expert» de la CEE et la publication en temps utile de nombreux communiqués de presse et nouvelles appelant à participer à des projets et concernant l'évolution des recommandations et des normes.

VII. Activités ultérieures

22. Des renseignements supplémentaires sur les recommandations et les normes du CEFACT-ONU seront fournis au titre du futur point 4 de l'ordre du jour. Des problèmes plus stratégiques seront abordés dans les futurs points 5 et 6 de l'ordre du jour, sur la base des points de vue exprimés par d'autres organisations quant aux défis à relever, et de l'examen d'un projet actualisé de stratégie intégrée pour les réalisations attendues du CEFACT-ONU.

23. À la dix-huitième session de la Plénière, il a été décidé de compléter le programme de travail pour 2012-2013 par un additif, d'après les observations formulées à ce sujet. On trouvera ci-dessous un rapport sur l'état d'avancement des travaux sur les points de cet additif.

VIII. Avancement des points de l'additif prévu dans le programme de travail pour 2012-2013¹

<i>Commentaires et ajouts</i>	<i>Références dans le programme de travail</i>	<i>Mode d'application</i>	<i>Mesures prises jusqu'à la session plénière de 2013</i>
1. Fournir la mise à jour et des informations plus détaillées sur l'état d'avancement de projets, par exemple, en ce qui concerne les experts impliqués dans un projet, indiquer la délégation qui les a nommés pour participer aux activités du CEFACT-ONU.	Deuxième partie 4.2 Communication et sensibilisation (p. 13)	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour l'état d'avancement des projets par les chefs de projet sur le système en ligne qui peut être consulté sur le site Web du CEFACT-ONU et fournir des informations supplémentaires. • Examiner les listes d'experts nommés par les chefs de délégation, lesquelles seront transmises par le secrétariat, afin de s'assurer qu'elles sont à jour. • Le secrétariat fournit les numéros d'identification (NI) en temps opportun pour les nouveaux projets à faire figurer sur les listes et à mettre à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets sont mis à jour dans le système Confluence. Les chefs de projet ont reçu des instructions sur la manière de mettre à jour régulièrement l'état d'avancement et de faire rapport au Bureau. • Les chefs de délégation ont reçu les listes d'experts nommés avec la demande d'examiner et de mettre à jour les informations fournies. • Les numéros des projets sont rapidement fournis par le secrétariat. • Inclus dans la stratégie de communication récemment approuvée. • Le formulaire d'inscription électronique du CEFACT-ONU a été réalisé. Les personnes souhaitant participer aux activités du CEFACT-ONU peuvent le remplir en ligne pour qu'il soit envoyé automatiquement aux chefs de délégation. • Les chefs de délégation peuvent examiner les listes d'experts nationaux via la banque de données en ligne du CEFACT-ONU.

¹ Le tableau ci-dessus est un rapport sur l'avancement de l'additif 2012-2013 au programme de travail, approuvé à la dix-huitième session plénière du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2012/11/Add.1).

<i>Commentaires et ajouts</i>	<i>Références dans le programme de travail</i>	<i>Mode d'application</i>	<i>Mesures prises jusqu'à la session plénière de 2013</i>
2. Préciser les rôles et les responsabilités des coordonnateurs de domaine.	Première partie II. Ambition, mission et activités centrales (p. 4) Deuxième partie 3.1 Assurer une coordination... (p. 12)	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les candidatures des coordinateurs de domaine et les tâches envisagées; fournir les éclaircissements supplémentaires qui peuvent être nécessaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les coordinateurs de domaine ont rempli le formulaire approprié. Durant le Forum d'avril 2013, les tâches et les responsabilités seront examinées lors d'une session spéciale.
3. Explorer de nouvelles possibilités pour des projets concernant les cultures et les produits récoltés.	Deuxième partie 2.1 Élaboration (p. 10) 3.1 Assurer une coordination... (p. 12)	<ul style="list-style-type: none"> Étendre la collaboration avec les organismes concernés par la surveillance épidémiologique des cultures afin d'appuyer les besoins des parties prenantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Dans le domaine agricole du volet sectoriel, des liens se nouent activement avec les parties prenantes concernées et un nombre croissant d'experts participe aux forums du CEFAC-ONU.
4. Le CEFAC-ONU doit participer plus activement à la planification du renforcement des capacités dans la région Asie-Pacifique.	Deuxième partie 4.1 Renforcement des capacités (p. 13)	<ul style="list-style-type: none"> Étudier, en collaboration avec le secrétariat, les possibilités de participation accrue à la planification du renforcement des capacités, y compris l'élaboration de guides de mise en œuvre ou de guide de l'utilisateur et l'organisation de manifestations en matière de renforcement des capacités, en accordant une attention particulière aux besoins de la région Asie-Pacifique. 	<ul style="list-style-type: none"> À ce jour, le renforcement des capacités au niveau régional relève principalement du secrétariat. Le Vice-Président du Bureau responsable des activités de liaison a participé aux deux derniers Forums Asie-Pacifique sur la facilitation du commerce.
5. Appliquer les principes identifiés lors de l'établissement du Centre du commerce italien (ITH-Italia), impliquant les secteurs public et privé au niveau national, permettant une stratégie d'importation/exportation par étapes et la gestion électronique de toutes les activités connexes pour une utilisation plus efficace des ressources.	Deuxième partie 3.1 Assurer une coordination... (p. 12)	<ul style="list-style-type: none"> Mieux comprendre les principes développés au Centre du commerce italien (ITH-Italia) et explorer les moyens de les appliquer aux activités du CEFAC-ONU. 	<ul style="list-style-type: none"> Un déjeuner d'information au vingtième Forum du CEFAC-ONU a été consacré au Centre du commerce et un débat de suivi pourrait être organisé lors du vingt et unième Forum qui se tiendra prochainement.

<i>Commentaires et ajouts</i>	<i>Références dans le programme de travail</i>	<i>Mode d'application</i>	<i>Mesures prises jusqu'à la session plénière de 2013</i>
6. Accorder une attention prioritaire à la disponibilité des ressources.	<p>Première partie</p> <p>II. Ambition, mission et activités centrales (p. 4)</p> <p>V. Ressources (p. 8)</p> <p>Deuxième partie</p> <p>3. Concertation avec d'autres acteurs clefs... (p. 12)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la sensibilisation en vue de favoriser la disponibilité des ressources et d'éviter la duplication des travaux. • Identifier les goulets d'étranglement ainsi que les «ressources manquantes»; activités de diffusion pour combler les lacunes actuelles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une participation accrue des chefs de délégation aiderait à intéresser les experts aux activités du CEFACT-ONU. La procédure de désignation devrait peut-être être modifiée dans certains pays où elle pourrait être compliquée ou contraignante. • Le formulaire d'inscription électronique du CEFACT-ONU a été établi. Les personnes souhaitant participer aux activités du CEFACT-ONU peuvent le remplir en ligne pour qu'il soit envoyé automatiquement aux chefs de délégation. • Les chefs de délégation peuvent examiner les listes d'experts nationaux via la banque de données en ligne du CEFACT-ONU.
7. Fournir plus d'informations disponibles sur les projets en cours ou proposés, destinées aussi aux coordinateurs, dans les trois langues officielles.	<p>Première partie</p> <p>II. Ambition, mission et activités centrales (p. 4)</p> <p>Deuxième partie</p> <p>3.1 Concertation... (p. 12)</p> <p>4.2 Communication et sensibilisation (p. 14)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les chefs de projet mettent à jour en temps voulu les détails concernant le développement de leurs projets et si possible fournir des informations sur les nouveaux projets proposés. • Réviser le formulaire de candidature à la fonction de coordinateur de domaine en le clarifiant si nécessaire. • Favoriser la disponibilité des informations dans les trois langues officielles. • Les séances plénières s'appuieront sur des documents qui fournissent une brève description des projets (achevés, en cours et proposés) dans trois langues officielles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Voir mesure d'action n° 1. • Le formulaire a été mis à jour. • Une priorité absolue est donnée à la disponibilité dans les trois langues. Traduire les informations à partir de la langue de travail vers les autres langues prend beaucoup de temps. • Les renseignements sur les projets existants sont disponibles dans l'application Confluence en anglais seulement. La priorité a été donnée à la tenue à jour des informations.
8. Initier la coopération dans le domaine de la communication avec la Communauté régionale de télécommunications (CRT) afin d'identifier des possibilités d'activités conjointes.	<p>Deuxième partie</p> <p>3.1 Concertation... (p. 11)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation auprès de la CRT en vue d'identifier des occasions de coopérer, en particulier dans le domaine de la sécurité des réseaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins deux projets auxquels participe la CRT progressent.

<i>Commentaires et ajouts</i>	<i>Références dans le programme de travail</i>	<i>Mode d'application</i>	<i>Mesures prises jusqu'à la session plénière de 2013</i>
9. De nombreuses difficultés doivent être surmontées lorsqu'il s'agit de créer et de mettre en place les infrastructures et les réseaux pour la technologie de l'information et de la communication qui jouent un rôle vital dans le développement socioéconomique et qui pourraient faciliter les échanges.	Deuxième partie 3.1 Concertation... (p. 11)	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des informations à ceux qui travaillent dans la région Asie-Pacifique et identifier les moyens de répondre aux besoins en matière de facilitation du commerce et de transactions électroniques, en se concentrant sur les questions d'infrastructure. 	<ul style="list-style-type: none"> Voir 4.
10. Identifier les domaines d'action d'après lesquels le CEFAC-ONU doit être actif et d'examiner ce que devrait être son rôle futur et sa direction stratégique.	Première partie IV. Tâches prioritaires pour 2012-2013 (p. 7)	<ul style="list-style-type: none"> Passer en revue un ensemble de produits attendus, les domaines sous-jacents et l'orientation stratégique. 	<ul style="list-style-type: none"> La Stratégie intégrée du CEFAC-ONU est actuellement examinée et fera l'objet d'un débat à la dix-neuvième session de la Plénière.
11. Examiner l'annexe A du Mémoire d'accord sur les transactions électroniques et proposer des révisions si nécessaire pour refléter le rôle actuel du CEFAC-ONU et son rôle envisagé pour l'avenir.	Deuxième partie 3. Concertation avec d'autres acteurs clefs... (p. 12)	<ul style="list-style-type: none"> Examiner l'annexe A du Mémoire d'accord sur les transactions électroniques et proposer des révisions. 	<ul style="list-style-type: none"> L'annexe A est examinée par le Groupe de gestion du Mémoire d'accord. L'apport du CEFAC-ONU est à l'examen et se précisera à l'issue des débats de la dix-neuvième session de la Plénière. L'ISO/TC 154 et l'ISO/CEI/JTC 1 SC32 examinent également l'annexe A en coordination avec le CEFAC-ONU.